



Ville d'Enghien-les-Bains
Cité thermale
Val-d'Oise



Enghien
LES BAINS
• VILLE DES ARTS NUMÉRIQUES
• DESIGNÉE VILLE CRÉATIVE
• DE L'UNESCO DEPUIS 2013

COMMUNE D'ENGHIEN- LES-BAINS
57, rue du Général de Gaulle
95880 Enghien-Les-Bains

Prestations d'Assurance IARD
« Assurance spécifique : risques
événementiels »

ACCORD CADRE N° 95 210 89 ST 25-024

PROCEDURE ADAPTEE
(Article R 2123-1 – R 2123-4 – R 2123-5 & R 2161-13 et R.2161-14 du Code de
la Commande Publique)

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(CCAP)**

SOMMAIRE

| | |
|--------------|--|
| ART 1 | <u>OBJET DE LA CONSULTATION</u> |
| ART 2 | <u>COLLECTIVITE SOUSCRIPTRICE</u> |
| ART 3 | <u>PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE</u> |
| ART 4 | <u>PRISE D'EFFET DU MARCHE – DUREE – ECHEANCE – RESILIATION</u> |
| ART 5 | <u>FORME DU MARCHE ET DETERMINATION DU PRIX</u> |
| ART 6 | <u>PAIEMENT DES PRIMES / ETABLISSEMENT DE LA FACTURE</u> |
| ART 7 | <u>PRESCRIPTION BIENNALE</u> |
| ART 8 | <u>REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES</u> |

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONSULTATION

La commune d' ENGHIEEN-LES-BAINS procède à une consultation en vue de mettre en place un contrat d'assurance « Risques Événementiels».

ARTICLE 2 COLLECTIVITE SOUSCRIPTRICE**COMMUNE DE ENGHIEEN-LES-BAINS**

Représentée par son Maire

57 rue du général de Gaulle
95880 ENGHIEEN-LES-BAINS

ARTICLE 3 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- ◆ L'Acte d'Engagement et son annexe (Réserves et / ou modifications et/ou observations par le titulaire au C.C.A.P. et au C.C.T.P.)
- ◆ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- ◆ Le cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.)
- ◆ Les Conditions Générales d'assurance pour les risques Événementiels du titulaire

ARTICLE 4 PRISE D'EFFET DU MARCHÉ – DUREE – ECHEANCE - RESILIATION

- ◆ **Prise d'effet du marché - durée :** 01/01/2026 pour une durée de 4 ans.
Il expirera le décembre 2029

La garantie est acquise dès la prise d'effet prévue au présent C.C.A.P.

- ◆ **Echéance :** 31 décembre 2029
- ◆ **Résiliation :**

Possibilité de résiliation annuelle à la date anniversaire en respectant un préavis réciproque de 6 mois. Par dérogation à l'article R 113-10 du Code des Assurances, l'assureur ne pourra résilier le contrat après sinistre. Seule la résiliation en respectant le préavis sera possible. Toute modification sur les conditions du contrat devra, **après accord de la commune**, être notifiée en respectant le préavis ci-dessus. Passé ce délai aucune modification ne pourra être effective qu'à l'échéance suivante.

ARTICLE 5 FORME DU MARCHÉ ET DETERMINATION DU PRIX

5.1 Forme du marché :

Le marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande en application des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique.

Les mentions devant figurer obligatoirement sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- ~ La référence de l'accord cadre ;
- ~ La désignation de la prestation à effectuer ;
- ~ La désignation et les dates de l'évènement ;
- ~ La nature des garanties souscrites ;
- ~ La valeur des capitaux garantis ;
- ~ Le taux de cotisation ;
- ~ Le montant total HT et TTC de la commande ;

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

La personne habilitée à signer les bons de commande dans la limite du montant maximum est Monsieur le Maire.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum (sur la durée globale) de 80 000 € HT.

5.2 La Tarification :

Elle est déterminée par une prime H.T. et T.T.C. par évènement

5.3 Forme du prix

Les prix applicables sont des prix unitaires (Taux de cotisation appliquées aux quantités réellement exécutées (Valeur des capitaux souscrits). Le taux de cotisation est ferme.

5.4 Révision Sans objet

ARTICLE 6 PAIEMENT DES PRIMES / ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

Les primes du contrat devront être payées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur, les compagnies renonçant à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard du paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives (y compris vote des crédits).

Le titulaire du marché adressera chacun de ses appels de cotisation, en y faisant figurer les indications suivantes :

- Les noms, numéros SIRET et adresse du Titulaire
- La référence de l'accord cadre ;
- La désignation de la prestation à effectuer ;
- La désignation et les dates de l'évènement ;
- La nature des garanties souscrites ;
- La valeur des capitaux garantis ;
- Le taux de cotisation ;
- Le montant total HT et TTC de la commande ;

En application de l'article L 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire du marché déposera les factures sous Chorus Pro :

- Lien : <https://portail.dgfip.finances.gouv.fr>
- Identifiant de la commune sous Chorus Pro : 219 502 101 00013
- Pas de code service
- Pas de code engagement.

Le mode de paiement choisi par le Pouvoir adjudicateur est le virement par mandat administratif conformément aux règles de la comptabilité publique.

Toute facture non conforme à ces dispositions sera retournée au titulaire, le délai de paiement débutera à réception d'une facture conforme.

Les prestations seront facturées uniquement sur service fait.

En cas de litige ou d'erreur de facturation sur une ou plusieurs factures, le titulaire corrigera les factures erronées et le relevé.

Dans ce cas le pouvoir adjudicateur suspend le délai de paiement.

A l'occasion de cette suspension, le pouvoir adjudicateur précise toutes les raisons qui s'opposent au paiement. A compter de la réception de la totalité des éléments demandés, un nouveau délai de paiement est ouvert. Le pouvoir adjudicateur indique qu'il est de 30 jours ou qu'il est égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

Le délai de paiement débutera à réception des factures conformes.

La personne publique se libérera des sommes dues au titre du présent marché, en faisant porter le montant au crédit du compte référencé dans le RIB joint à son offre.

Aux termes de l'article R. 2192-10 du Code de la Commande Publique, les sommes dues en exécution de l'accord-cadre seront payées dans un délai maximum de 30 jours.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Dans l'hypothèse où ce délai ne serait pas respecté, des intérêts moratoires seront appliqués au taux d'intérêt légal en vigueur. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de

calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai global de paiement peut être suspendu une fois reçue la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à charge pour ce dernier de notifier au titulaire la demande de régularisation précisant les pièces justificatives manquantes ou absentes à l'appui de l'appel de cotisation.

ARTICLE 7 PRESCRIPTION BIENNALE

Toute action dérivant des présentes conditions générales et particulières est prescrite par deux ans à compter de l'évènement qui lui donne naissance, dans les termes des articles L114-1 et L114-2 du code des assurances.

Toutefois ce délai ne court :

- 1) En cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque encouru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance
- 2) En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption, par une action ou citation en justice, commandement ou saisie signifiés à celui que l'on veut empêcher de prescrire, par la désignation d'un expert après sinistre, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré pour paiement d'une cotisation, et par l'assuré à l'assureur pour le paiement de l'indemnité.

ARTICLE 8 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

Le marché complémentaire pourra être passé dans une durée maximum de 3 ans à compter de la notification du marché initial.

Le

(Mention manuscrite « Lu et approuvé »)
Signature du candidat